

Jacques Attali prévoit une croissance de 30% par an pour la microfinance en Afrique

Jacques ATTALI : " La crise est le résultat d'un marché global sans Etat de droit global. Sa durée dépendra de la façon dont elle sera gérée. Cette durée peut varier de deux ans à une dizaine d'années. Ce qui est inquiétant, c'est qu'on n'a fait, jusqu'ici, que mettre un masque à oxygène sur le malade. Les réformes qui seront appliqués à l'issue de la réunion du G20 concernent essentiellement le contrôle des institutions de notation, des paradis fiscaux et des hedge funds. On n'annonce rien sur une réforme des places de Wall Street ou de la City, où est née la crise. Or, nous avons aujourd'hui besoin d'une gouvernance financière planétaire. Ce genre de structures qui existent dans plusieurs domaines, comme le football ou la sécurité aérienne, doit être mis en place de toute urgence dans le domaine de la finance".

Jacques Attali : « Les principes de la microfinance sont ceux qui devraient animer la finance mondiale. Il s'agit de collecter l'épargne pour prêter et créer les richesses et non pas pour faire des profits. »

Propos recueillis par Walid Kéfi, Tunis

Les Afriques : Comment se porte la microfinance en Afrique ?

Jacques Attali : L'Afrique représente 10% des encours de la microfinance mondiale, avec 10 millions de bénéficiaires. Une bonne partie de ces encours est concentrée au Maroc. Le continent se caractérise par la petite taille de ses institutions de microfinance (IMF). Très peu de ces institutions sont sorties de leurs frontières. Toutefois, le potentiel de croissance de la microfinance en Afrique est énorme. Une croissance de 30% par an est attendue pour les prochaines années. Même les taux d'intérêts élevés appliqués par les IMF dans certains pays africains ne sont pas une entrave au développement du secteur. Les IMF marocaines, par exemple, ont commencé avec des taux d'intérêts pouvant atteindre 40%, mais la concurrence a fait chuter ces taux d'une façon spectaculaire. Le succès de la microfinance découle de son caractère éthique. D'ailleurs, les principes de la microfinance sont ceux qui devraient animer la finance mondiale. Il s'agit de collecter l'épargne pour prêter et créer les richesses, et non pas pour faire des profits.

« En Afrique, il existe des exemples extraordinaires qui témoignent du succès de la microfinance. Des microcrédits accordés à des enfants des rues y ont donné des résultats spectaculaires. »

LA : Le développement du microcrédit pourrait-il constituer un instrument de nature à atténuer l'impact de la crise sur le continent ?

JA : Les IMF, qui auront besoin que de 4 milliards de dollars pour se financer en 2009, pourraient constituer une alternative à l'aide au développement. En Afrique, il existe des exemples extraordinaires qui témoignent du succès de la microfinance. Des microcrédits accordés à des enfants des rues y ont donné des résultats spectaculaires.

LA : Quel est l'impact de la crise sur les IMF africaines?

JA : En comparaison avec leurs homologues en Europe et en Amérique latine, les IMF africaines restent relativement épargnées par la crise en raison de leurs liens peu développés avec le système financier international. Mais l'impact négatif se fera sentir à cause de la réduction des transferts des migrants et du retrait des banques commerciales, dont certaines ont commencé à appeler les IMF à rembourser les prêts obtenus par anticipation. Des difficultés commencent à apparaître, notamment en Afrique de l'Ouest.

LA : Quel bilan dressez-vous des interventions de PlaNet Finance en Afrique ?

JA : PlaNet Finance, qui intervient dans plus de 70 pays, est très active en Afrique sous plusieurs métiers. Nous assurons des activités de notation et de conseil à des IMF dans une quinzaine de pays africains dont le Sénégal, l'Ouganda, l'Afrique du Sud, l'Egypte, le Niger et la Mauritanie. Nous apportons également des lignes de financement à des institutions au Nigeria, en Côte d'Ivoire, à Madagascar et au Sénégal, où nous œuvrons à développer le mobile-banking.

LA : Vous avez été un des rares économistes à voir venir la crise il y a quelques années. Pouvez-vous aujourd'hui prévoir sa durée?

JA : La crise est le résultat d'un marché global sans Etat de droit global. Sa durée dépendra de la façon dont elle sera gérée. Cette durée peut varier de deux ans à une dizaine d'années. Ce qui est inquiétant, c'est qu'on a fait, jusqu'ici, que mettre un masque à oxygène sur le malade. Les réformes qui seront appliquées à l'issue de la réunion du G20 concernent essentiellement le contrôle des institutions de notation, des paradis fiscaux et des hedge funds. On annonce rien sur une réforme des places de Wall Street ou de la City, où est née la crise. Or, nous avons aujourd'hui besoin d'une gouvernance financière planétaire. Ce genre de structures qui existent dans plusieurs domaines, comme le football ou la sécurité aérienne, doit être mis en place de toute urgence dans le domaine de la finance.

LESAFRIQUES.com

